



Appel International des centres d'appels

Coronavirus : Nos vies valent plus que leurs profits !

Depuis plusieurs semaines, des millions de travailleur-ses à travers le monde, continuent de travailler dans leurs centres d'appels afin de prendre des appels voire d'en émettre pour vendre des abonnements téléphoniques ou des assurances...

Les salarié-es des multinationales de la Relation Client en sous-traitance (Teleperformance, Concentrix, Atento, Comdata, Sitel ou Majorel...) s'entassent sur des plateaux où les distances d'éloignement ne sont pas respectées, les postes de travail sont pas ou peu désinfectés entre les vacations et où même les casques sont partagés entre les conseillers.

Chaque jour, nombre d'entre eux se déplacent, empruntent les transports en commun, augmentent les risques de contamination et de transmission. Le but ? Assurer le service client, vendre ou animer les réseaux sociaux... pour les UBER, Google, Engie, Orange et autres Amazon, Air B'N'B, Bell Canada...

Notre question est simple : en quoi, au vu de l'urgence sanitaire que nous vivons, nos métiers sont-ils essentiels ? Oui, en quoi ?

Les cas de COVID 19 ne cessent de s'accumuler puisque la proximité et les conditions de travail sont un terrain ultra favorable à la propagation du virus. Les centres annoncent des infections tous les jours parfois par dizaines et ferment pour mieux réouvrir quelques heures ou jours après.

Travail, confinement, argent ? Où est passé l'humain ?

Les syndicats UGTT (Tunisie), SUD-Solidaires (France), UMT (Maroc), CGT (Etat espagnol), SYNTIC (Cameroun), CSC-CNE (Belgique), STCC (Portugal) dénoncent le manque de protection qui subsiste dans les centres d'appels. Dans quelques pays comme en Belgique le développement massif du télétravail et le respect des règles ont été mis en place majoritairement. Alors qu'ici ou là, des confinements sont décrétés par les gouvernements tout en expliquant qu'il faut continuer à travailler (Tunisie, France, Maroc...). Nos patrons vont maintenant jusqu'à demander l'intervention des forces de l'ordre pour nous obliger à travailler comme en France chez Teleperformance. Pour eux la mise en danger des salarié-es ne représentent rien par rapport à la continuité de leur du service et surtout le maintien de leurs dividendes. Un peu partout dans le monde la mobilisation s'organise à travers des appels à la grève (Portugal, Tunisie...), des pétitions comme en Grèce ou en France. Au Pérou les salarié-es de Konnecta ont contacté les forces de l'ordres pour mise en danger d'autrui, après un cas décelé sur le un plateau, afin d'obliger l'entreprise à fermer... En clair, les salarié-es qui chaque jour, vont au travaillent la boule au ventre, refusent s'être infectés comme dans ce centre Albanais de Teleperformance qui aujourd'hui a plus de 100 personnes en quarantaine...

En Tunisie plusieurs entreprises viennent d'annoncer leur fermeture au vu du danger comme Concentrix, Transcom, SPB, Teleperformance... **Alors oui, c'est possible !**

Les syndicats UGTT (Tunisie), SUD-Solidaires (France), UMT (Maroc), CGT (Etat espagnol), SYNTIC (Cameroun), CSC-CNE (Belgique), STCC (Portugal), refusent de mettre en danger la vie de nos collègues et de nos familles en continuant à produire un service qui n'a de sens que celui du profit et surtout sans sécurité. Nous exigeons la mise en place du télétravail partout où le réseau et les conditions le permettent. Là où ce n'est pas possible et là où le service est essentiel, comme le service lié aux informations sur le COVID 19, nous exigeons le minimum de protection :

- Gel, savon, lingettes disponibles en continu pour les salarié-es ;
 - Maximum de 50 personnes par espace de travail ;
 - 1,5 mètre de distance entre chaque salarié-e ;
 - Evacuation des locaux jusqu'à désinfection totale en cas de cas avéré ou suspecté de contamination d'un-e salarié-e ;
- Sans ces mesures, nous exigeons l'arrêt de la production !**

Les salarié-es sous-traitants, féminisés et fortement précaires du secteur ne veulent pas et n'accepteront pas d'être la chair à canon du système capitaliste. Nous réaffirmons que, plus que jamais, nos vies valent plus que leurs profits !

-> Nous exigeons donc la fermeture de l'ensemble des centres de contact non-essentiels à travers le monde. Nous ne laisserons aucun collègue mourir.

-> Nous exigeons le paiement intégral de notre rémunération moyenne depuis douze mois, ici et ailleurs. Les multinationales du secteur ne doivent pas profiter de la crise pour faire des économies dans des pays où la législation est moins protectrice. Nos patrons doivent assumer nos salaires en se retournant vers les donneurs d'ordres.

-> Nous exigeons l'arrêt des sanctions pour les droits de retrait, les absences et l'arrêt des licenciements.

Nous exigeons la fermeture de l'ensemble des centres non essentiels à l'activité à travers le monde.

Signez et faites signer la pétition :

<http://chng.it/5Y7YDxJ2sz>